

la parole à

Charles Fiterman Secrétaire du Parti communiste français

Charles Fiterman, secrétaire du Parti communiste français et Gilles Martinet, secrétaire national du Parti socialiste, ont répondu, sans détour, à quatre questions que leur a posé Tribune socialiste. Bien que les questions ne soient pas entièrement identiques, les réponses permettront à chacun d'apprécier les positions respectives des deux grandes forces politiques de la gauche sur quelques-uns des problèmes essentiels de l'heure. C'est un événement politique important. Nous nous réservons de revenir prochainement sur les points de vue ici exprimés. Notons toutefois que sur la question de la participation du PSU à des listes communes pour les élections municipales, la réponse de Charles Fiterman est plus ouverte, sans que celle de Gilles Martinet, quelque peu « récupératrice » soit négative. ■

« à l'Elysée comme à Montparnasse : la même droite autoritaire »

T.S. : Comment apprécies-tu l'évolution de la situation politique et, notamment, le rassemblement autour de Jacques Chirac d'une droite autoritaire à la recherche d'une base de masse ?

Charles Fiterman : La situation politique se caractérise à la fois par l'érosion des forces de la coalition de droite au pouvoir et par la montée du mouvement populaire d'opposition.

C'est dans ce cadre, et comme une tentative de sauver la majorité giscardienne, qu'est intervenue l'opération politique de Jacques Chirac. Il s'agit, par une nouvelle disposition des forces de la grande bourgeoisie, d'essayer de retenir dans l'orbite de cette majorité les électeurs mécontents qui se tournent vers la gauche. C'est cet objectif que poursuivent à la fois Giscard d'Estaing et Chirac. Il n'y a pas entre eux de divergence réelle ni sur la politique à suivre, ni sur l'objectif à atteindre.

C'est la raison pour laquelle, à nos yeux, la droite autoritaire siège aussi bien à l'Elysée qu'à la Tour Montparnasse. Il ne saurait être question de combattre Jérôme Monod en perdant de vue Poniatoski, de voir tant de bonapartisme dans Chirac que Giscard finirait par devenir plus acceptable. Nous appelons tous ceux qui veulent un vrai changement à la lutte contre toutes les forces de droite parce que ce sont toutes ces forces qu'il faudra battre pour que

ça change vraiment

« nous n'en voulons pas »

T.S. : Le thème de l'Europe, à travers la proposition d'élection du Parlement européen au suffrage universel va devenir une question politique importante en France dans les prochains mois, une occasion de clivage dans la majorité et de problèmes dans l'opposition. Peux-tu nous préciser ta position à ce sujet ?

CF. : La position du PCF sur ce point est connue. Nous sommes profondément attachés à l'indépendance et à la souveraineté nationales, tout simplement parce qu'il n'y pas de liberté pour notre peuple sans liberté pour le pays. Il ne s'agit pas de nous enfermer dans nos frontières. Il s'agit de fonder la coopération, les échanges avec nos voisins et avec tous ceux qui le désirent sur l'intérêt mutuel, sur l'égalité, sur le respect des choix politiques faits par les Français, et tout cela ne peut être mieux assuré que par la préservation de la souveraineté. C'est d'autant plus vrai que — et c'est le moins qu'on puisse dire — les orientations actuelles des pays membres de la CEE ne vont guère dans le sens d'une mise en cause de la domination du capital ou de l'hégémonie de l'impérialisme américain.

Or, l'élection au suffrage universel du Parlement européen tendra au renforcement des pouvoirs de celui-ci au détriment des parlements nationaux. Elle favorisera l'accélération de l'attaque contre les souverainetés nationales. Nous n'en voulons pas.

**« le succès de l'expérience
de gauche repose sur
la place qu'y prendront
les travailleurs »**

Au reste, il suffit de constater l'acharnement avec lequel le pouvoir giscardien s'efforce de parvenir à l'organisation de cette élection pour se convaincre qu'il n'y a là rien de bon pour les travailleurs et le peuple de France.

T. S. : Le problème central pour une majorité de gauche risque d'être celui des nationalisations. Ne perçoit-on pas déjà une tendance dans certains secteurs de la gauche à les limiter, voire à les remettre à plus tard et à réduire l'initiative et le contrôle des travailleurs ? Comment le Parti communiste français se situe-t-il par rapport à ce problème ?

CF. : Nous tenons pour ce qui nous concerne à la pleine et entière application des nationalisations prévues par le Programme commun, en ajoutant que la situation nous conduit à proposer de pousser jusqu'à la nationalisation complète la prise de participation majoritaire prévue dans les secteurs de la sidérurgie et de l'automobile, ainsi que pour la CFP.

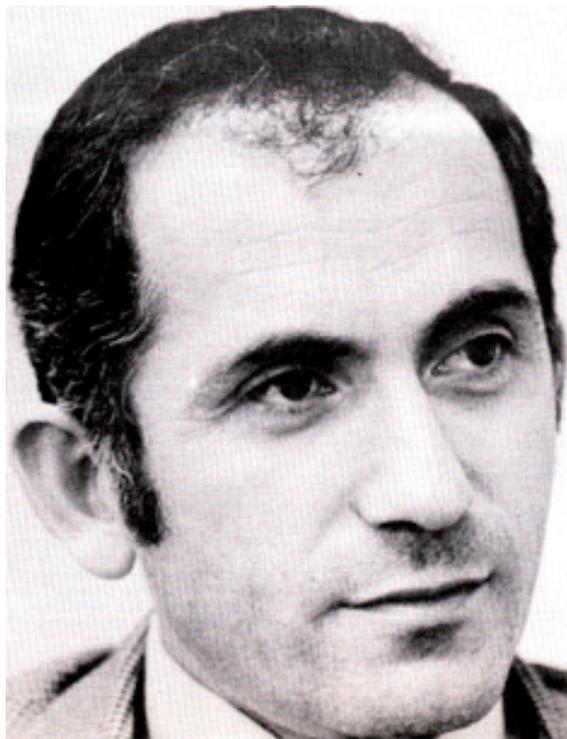
Nous tenons de même à ce que ces nationalisations soient démocratiques et s'effectuent donc dans le cadre de l'attribution de pouvoirs nouveaux, réels et étendus, aux travailleurs et à leurs représentants. Je tiens à dire qu'à cet égard, nous ne serons jamais les derniers. Car nous pensons que le succès de l'expérience de gauche tiendra pour une part décisive à la place que les travailleurs prendront dans sa réalisation.

**«donner sa place au
PSU
dans la bataille
commune »**

T.S. : Comme tu le sais, le Conseil national du PSU a pris position pour des listes communes dès le premier tour des élections municipales entre toutes les forces populaires et s'est déclaré prêt à y participer. Comment ton parti s'est-il prononcé sur cette proposition et sur ses modalités d'application ?

CF. : Les élections municipales seront l'occasion d'une grande bataille politique. Elles peuvent permettre d'infliger de nombreuses défaites à la droite, de mettre en place de nombreuses municipalités gérant les communes au service des travailleurs et de la population, de créer des conditions meilleures à la poursuite de la lutte pour le changement politique. Nous, communistes, nous avons considéré que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs était d'aller vers la constitution de listes d'union de la gauche dès le premier tour, des listes fondant leur action sur un contrat municipal clair s'inspirant des orientations du Programme commun. C'est pourquoi nous avons agi pour un accord national sur cette base et nous sommes félicités de sa conclusion. Dès lors, nous avons pour seul souci d'assurer son application et le succès des listes constituées.

C'est animé de cette volonté que notre parti a pris acte du désir du PSU de prendre sa place dans les listes d'union de la gauche. Nous avons invité nos organisations à prendre contact avec les organisations du PSU, partout où celles-ci ont une influence et manifestent le désir d'être associés à la bataille commune. Naturellement, il importe pour cela que soient créées les conditions d'une coopération fructueuse autour des engagements pris ensemble par les partis de gauche. Ce qui, il faut le noter, implique aussi l'accord de tous nos partenaires. Je me félicite de constater que c'est en ce sens qu'il a été d'ores et déjà possible de s'orienter dans un certain nombre de localités. ■



Charles Fiterman, Secrétaire du PCF

Gilles Martinet secrétaire national du parti socialiste

**« Mettre l'accent sur
le programme plutôt
que sur les institutions »**

T.S. : Penses-tu qu'une majorité de gauche pourrait appliquer son programme dans le cadre des institutions de la V^e République et notamment en maintenant en place l'actuel président de la République ?

Gilles Martinet : La logique du système actuel implique que la majorité parlementaire soit à l'image de la majorité présidentielle. L'une des difficultés que rencontre aujourd'hui Giscard d'Estaing vient précisément de ce qu'il n'y a plus coïncidence absolue entre l'une et l'autre. Encore s'agit-il d'une contradiction interne à la coalition réactionnaire. Il est clair qu'une victoire de la gauche placerait le président de la République devant le fameux choix de Mac Mahon: ou se soumettre, et laisser la gauche gouverner, ou se démettre, et provoquer par là-même une nouvelle élection présidentielle. S'il tente d'éluider ce choix il ira au devant d'une crise grave. Toute la question est de savoir qui, aux yeux du pays, portera la responsabilité de cette crise. C'est pourquoi la gauche met aujourd'hui l'accent sur le programme et non sur les mécanismes institutionnels. Nous répétons que si une majorité se prononce pour un programme qui exprime les grandes aspirations populaires, ce programme devra être, coûte que coûte, réalisé. Ce langage est simple, facile à comprendre. Il correspond aux préoccupations actuelles des travailleurs. On pourrait évidemment se faire plaisir en ajoutant que nous voulons voir Giscard chassé de l'Élysée. Mais ces propos tenus aujourd'hui n'auraient pour résultat que de fournir à nos adversaires une occasion de détourner l'attention du débat sur le programme et de nous engager dans une polémique sur les institutions, terrain sur lequel ils se sentent moins vulnérables, d'une part parce que les couches populaires y sont présentement peu attentives et d'autre part parce que c'est un terrain où ils peuvent faire jouer leur arme favorite, celle de la peur.

**« le pouvoir autonome
des masses :
une formule creuse »**

T.S. : Dans le cas d'une victoire de la gauche, comment conçois-tu les rapports entre le gouvernement et les organes autonomes de contrôle et de pouvoir que ten-

dront à se donner les masses populaires dans les entreprises, les établissements, les communes ?

G.M. : Evitons les mythes et parlons de choses concrètes. Prenons l'exemple des comités de quartier. Nous sommes pour leur développement. Mais seront-ils des organes de pouvoir ou des organes de contrôle ?

Cela dépendra de leur mode de constitution. S'ils sont élus au suffrage universel alors ils pourront disposer de pouvoirs, prendre des décisions, gérer de petits équipements. S'ils ne sont pas élus, leur travail ne sera qu'un travail de proposition et de contrôle. Le problème n'est pas de nature différente pour ce qui est des entreprises. Le Programme commun se prononce pour l'exercice d'un contrôle de l'organisation du travail aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public. Dans ce dernier secteur, le programme prévoit l'élection directe par les travailleurs d'une partie des membres des conseils d'administration. C'est un élément de *pouvoir*. Nous souhaitons qu'on puisse aller plus loin et avoir des représentations majoritaires dans une partie du secteur nationalisé et dans un secteur à créer qui sera le secteur social autogéré. L'importance de ce secteur ne saurait être déterminée à l'avance. Elle dépendra de l'ampleur du mouvement populaire. Mais là encore il sera nécessaire de tenir compte de la dialectique pouvoir-contrôle. Pas de pouvoir qui ne résulte de l'élection, pas de contrôle qui ne soit distinct du pouvoir et donc autonome. Face à ces perspectives concrètes la formule du « pouvoir autonome des masses » n'est qu'une formule creuse, une drogue à l'usage des groupes marginaux qui fuient le recours à l'élection et rêvent d'assemblées générales permanentes où, grâce à de bonnes techniques de manipulation, ils pourraient prendre enfin leur revanche sur les partis dits « traditionnels » et les syndicats dits « bureaucratisés » !

**« Pour mais pas
automatiquement »**

T.S. : La question de l'Europe et notamment l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel divise profondément, semble-t-il, les partis du Programme commun. Quelle est ta position à ce sujet ?

G.M. : Nous sommes, comme les communistes italiens, pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Cela ne veut pas dire que nos députés voteront automatiquement pour la proposition que soumettra le gouvernement à l'Assemblée

nationale.

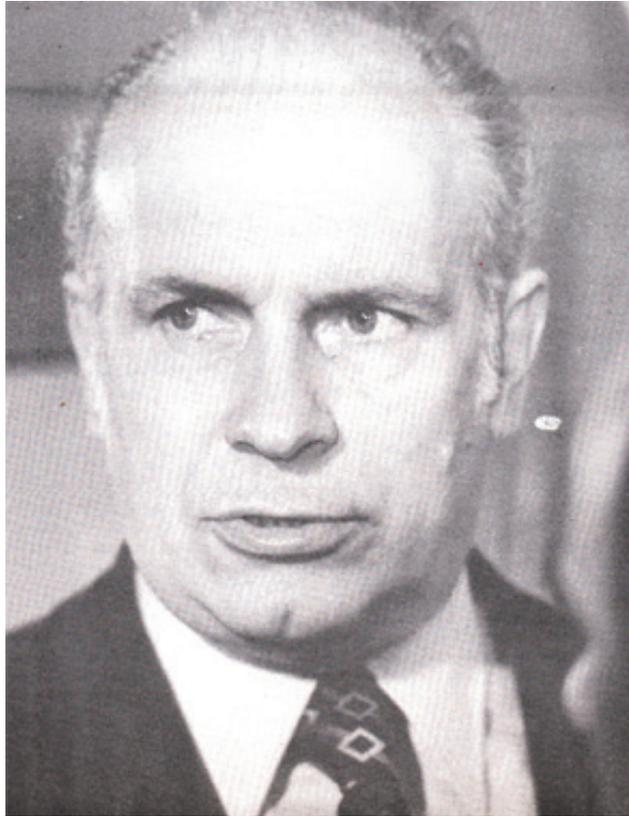
Cela dépendra du contenu de cette proposition. Mais admettons que nous votions pour, ou que nous nous abstenions, les communistes français votant contre. Ce désaccord rappellerait celui qui nous a séparé au moment du référendum sur l'entrée de l'Angleterre dans le marché commun. Nous n'en redoutons pas les suites. Demain, comme hier, les deux partis tiendront compte des réalités nouvelles. Les communistes ont d'ailleurs très clairement déclaré que si le texte est voté, ils présenteront des candidats à l'élection du Parlement européen.

« La présence du PSU n'est pas récusée »

T.S. : Tu connais la position prise par le Conseil National du PSU sur le problème des élections municipales. Un certain nombre de fédération ou sections du PS, s'opposent jusqu'à présent à la présence de nos camarades sur les listes communes.

Quelle est ton opinion sur ce point ?

G.M. : Il faut bien comprendre que, pour les militants socialistes qui préparent les municipales, le problème numéro un est celui de l'accord avec les partenaires du programme commun et, en premier lieu, avec les communistes. La présence de camarades du PSU sur les listes n'est pas récusée mais tant que l'accord principal n'est pas conclu, la tendance d'un certain nombre de nos camarades est de mettre de côté le problème du PSU et, peut-être dans quelques cas, de l'effacer complètement. La médiocrité des résultats obtenus par le PSU lors des dernières élections partielles leur font probablement sous-estimer l'enjeu que représente la présence sur nos listes d'un parti qui se trouve à mi-distance de l'union de la gauche et de l'extrême gauche. Je souhaite, comme vous le savez, que le PSU ne demeure pas dans cette position ambiguë et qu'il rejoigne franchement et définitivement l'union de la gauche. ■



Gilles Martinet, secrétaire national du PS